

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
14 septembre 2012
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-sixième session
Points 67 et 83 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-septième année

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

L'état de droit aux niveaux national et international

**Lettre datée du 12 septembre 2012, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Hongrie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Rappelant la lettre datée du 31 août 2012 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies qui porte sur la décision de l'Arménie de suspendre ses relations diplomatiques avec la Hongrie (A/66/896-S/2012/681), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la lettre de Janos Martonyi, Ministre hongrois des affaires étrangères, adressée à Eduard Nalbandian, Ministre arménien des affaires étrangères (voir annexe).

Le Gouvernement hongrois aimerait souligner qu'il est tout à fait courant, dans le cadre de l'entraide judiciaire entre deux pays, que des personnes condamnées soient transférées dans leur pays pour y purger le reliquat de leur peine. La décision de la Hongrie de procéder au transfert de Ramil Safarov est conforme à la lettre et à l'esprit de la Convention sur le transfert des personnes condamnées de 1983.

La suspension par un pays de ses liens diplomatiques avec un autre est particulièrement regrettable quand le pays en question n'a rien commis d'illégal.

Partant du principe qu'il convient de régler les conflits internationaux par la négociation et compte tenu du rôle essentiel que jouent les relations diplomatiques dans le développement des relations amicales entre les nations, la Hongrie se tient prête à renouer ses liens diplomatiques avec la République d'Arménie dès que possible.



Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale, au titre des points 67 et 83 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Csaba **Körösi**

**Annexe à la lettre datée du 12 septembre 2012 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Hongrie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Lettre adressée à Eduard Nalbandian, Ministre des affaires
étrangères de la République d'Arménie, par Janos Martonyi,
Ministre des affaires étrangères de la Hongrie**

Budapest, le 6 septembre 2012

C'est avec regret que j'ai appris que le Gouvernement arménien avait décidé de suspendre ses relations diplomatiques avec la Hongrie. Cette décision a surpris l'opinion publique hongroise puisque nos peuples sont liés depuis plusieurs siècles par des relations d'amitié. Mon pays a donné refuge à des Arméniens qui souhaitaient s'y installer et qui sont souvent devenus des membres honorés et respectés de la nation hongroise.

Ces dernières années, les relations entre la Hongrie et l'Arménie commençaient à se renforcer, ce qui était tout à fait bienvenu. En novembre 2009, le Président Serzh Sargsyan a effectué une visite historique à Budapest au cours de laquelle nos deux pays ont resserré leurs liens, notamment en concluant de nouveaux accords. En mai 2011, le Président de l'Assemblée nationale hongroise s'est déplacé à Erevan, et nous attendions avec impatience la visite du Président de l'Assemblée nationale arménienne en septembre de cette année.

Suspendre les relations diplomatiques est une décision grave, aux conséquences incalculables et qui, j'en suis convaincu, ne sert pas les intérêts de la République d'Arménie et du peuple arménien. La Hongrie s'est toujours efforcée d'entretenir des relations équilibrées avec tous les peuples du Caucase méridional et elle a toujours contribué autant qu'elle le pouvait au règlement pacifique des conflits, en tenant compte des intérêts de toutes les parties concernées, ainsi qu'au maintien de la sécurité dans la région.

Aucun pays de la région n'a intérêt à ce que la tension monte dans le Caucase méridional. La Hongrie appuie l'action des coprésidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui cherchent à trouver la base d'un règlement négocié au conflit du Haut-Karabakh s'appuyant sur les Principes de Madrid.

J'aimerais profiter de cette occasion pour insister autant que possible sur le fait que l'extradition de Ramil Sahib Safarov, citoyen azéri, vers la République d'Azerbaïdjan afin qu'il puisse y purger le reste de sa peine de prison à perpétuité est conforme aux normes de droit international en vigueur et à la pratique suivie par la Hongrie dans ce genre d'affaire. Il s'agissait d'une question bilatérale et purement juridique : la décision ne visait nullement l'Arménie et ne doit en aucun cas être considérée comme une insulte au peuple arménien. La Hongrie désapprouve la décision prise par la suite par l'Azerbaïdjan et elle n'a eu de cesse de le faire savoir.

Je tiens à vous assurer que la Hongrie continue de vouloir développer ses relations avec l'Arménie. Je suis convaincu que le meilleur moyen pour nous de favoriser la prospérité de nos deux pays serait d'essayer de trouver ensemble un

moyen de renforcer de nouveau nos relations amicales en nous appuyant sur les valeurs chrétiennes qui lient nos deux peuples depuis un millier d'années.

(Signé) Janos **Martonyi**
